

# SOLIDARITÉ



FOCUS

**Covid-19: quels impacts dans les pays pauvres?**



**SUISSE**  
**SOLIDAR**

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



**Barbara Burri**

Codirectrice de Solidar Suisse

**CHÈRE LECTRICE,  
CHER LECTEUR,**

Dans mon éditorial précédent, rédigé en mars, peu après l'arrivée du coronavirus, je vous avais promis, dans ce numéro de Solidarité, d'évoquer les conséquences de la pandémie dans les pays du Sud et, surtout, les actions menées par Solidar Suisse pour améliorer le sort des personnes vivant dans les régions où nous menons des projets. Tout comme vous, nous n'étions pas préparé-e-s à une crise d'une telle ampleur. Malgré tout, nos collaborateurs-trices à Zurich et sur place ont rapidement réagi pour mettre en place des projets destinés à atténuer l'impact du virus. En lisant les pages qui suivent, vous apprendrez comment se porte Christine Botongo au Burkina Faso ou de quelle manière Solidar aide les ouvriers-ères du textile licencié-e-s au Cambodge à faire valoir leurs droits.

Cet édito est mon dernier. Je prends en effet congé de Solidar Suisse, après y avoir travaillé durant treize années. Pendant cette période passionnante, j'ai passé trois années au Kosovo, alors encore Œuvre suisse d'entraide ouvrière. Quand je repense à tout ce qui a été accompli, je suis fière de cette organisation et de son évolution. Solidar a affirmé son profil et placé la lutte pour le travail décent, la participation démocratique et la justice sociale au cœur de ses préoccupations. Elle répond aujourd'hui aux exigences en matière de professionnalisme en vigueur dans la coopération au développement et elle est prête à affronter l'avenir. Pendant toutes ces années, Solidar m'a inspirée, m'offrant un cadre de travail où j'ai pu m'identifier pleinement aux grandes orientations et projets, et travailler en harmonie avec le personnel.

À toutes et à tous mes collègues, beaucoup de courage et d'engagement. Quant à vous qui nous soutenez, je vous remercie de tout cœur pour la solidarité dont vous faites preuve, car c'est elle qui nous permet de mener notre travail !

**Barbara Burri**

# SOMMAIRE

04



## Focus - L'impact de la crise du coronavirus

- 04 Quels sont les effets de la crise du COVID dans nos pays prioritaires ?
- 07 Confinement et violence : Solidar aide les femmes victimes.
- 08 Les ouvriers-ères paient le prix fort de l'effondrement soudain de l'industrie textile.
- 10 Burkina Faso : le confinement a privé les plus démunie-s de leurs moyens d'existence.
- 11 Crise à Hong Kong : récit de Sanjiv Pandita, coordinateur de Solidar Suisse.
- 12 Dans les plantations de palmiers à huile, la main d'œuvre précarisée par le Covid-19.
- 13 Pas de travail, pas de salaire : la dure réalité du secteur informel.

## 14 Hommage

à Marie-Claude Hessler, militante des droits humains

## 15 À chaud

Coup d'œil sur l'actualité

## 16 Le défi

Mirjeta Nagavci aide les écoliers-ères du Kosovo à se choisir un métier

## 19 Ensemble

S'engager avec Solidar Suisse

14



16

17 Chronique

18 Sudoku et revue de presse

19 Impressum

20 Photographiez les drapeaux de l'initiative « multinationales responsables »

# FOCUS - LA CRISE DU CORONAVIRUS





*En raison de la crise du coronavirus, Sohana Akhter ne gagne plus suffisamment pour vivre dans l'usine textile où elle travaille près de Dakha.*

Le coronavirus sévit partout, sans épargner le moindre recoin de la planète. Les conséquences de la pandémie varient toutefois d'une région à l'autre. Dans ce numéro, nous montrons ce que cette crise implique pour les personnes défavorisées dans les pays du Sud et comment Solidar Suisse contribue à atténuer son impact.

## **LE CORONAVIRUS N'A PAS LE MÊME IMPACT SUR TOUT LE MONDE**

*Texte : Klaus Thieme, responsable de la coopération au développement chez Solidar Suisse. Photos : Taslima Akhter*

Confinement et émeutes en Bolivie, détention illégale de travailleurs·euses migrant·e-s en Malaisie, faim due au couvre-feu au Burkina Faso, état de droit en péril et féminicides en hausse au Salvador, précarisation des rapports de travail sous prétexte de confinement en Afrique du Sud, dizaines de milliers de licenciements dans l'industrie du textile au Cambodge. Telles étaient, à fin juin, les conséquences de la crise du coronavirus dans les pays où Solidar Suisse mène des projets.

### **La crise renforce les inégalités**

La crise du coronavirus révèle les écarts qui séparent les conditions de vie dans le monde, des inégalités qui n'ont cessé de se creuser bien avant l'arrivée du virus. Les conséquences directes et indirectes de la pandémie touchent le plus durement ceux qui étaient déjà défavorisés : employé·e-s précaires, femmes, main-d'œuvre migrante, réfugié·e-s cantonné·e-s dans les immenses camps d'Afrique et d'Asie et, naturellement, les enfants.

Services publics limités, liberté de mouvement restreinte et droits politiques fondamentaux suspendus... peut-être pour toujours dans des pays comme le Salvador et le Cambodge. Cette situation entrave le déploiement des programmes d'aide. Sur le terrain, elle réduit le nombre de puits

creusés, d'enfants vaccinés et de moustiquaires distribuées. Et elle touche le plus durement les personnes pauvres et défavorisées. Les efforts de prévention ayant faibli, des signes évidents témoignent d'une recrudescence de maladies telles que la rougeole, le paludisme et la tuberculose. Les conséquences sont mortelles. La violence envers les femmes s'est également aggravée pendant le confinement : enfermées avec un partenaire souvent violent auparavant, les victimes ne pouvaient guère aller chercher de l'aide, d'où une hausse massive des féminicides au Salvador par exemple (lire en page 7).

### Faim et chômage

Le monde s'achemine vers une récession d'une ampleur inouïe depuis des décennies. Aujourd'hui déjà, le chômage explose dans les pays d'Asie, devenus les ateliers qui produisent la plupart des biens consommés dans le Nord mondialisé. Les marques de mode ayant annulé leurs commandes, les usines textiles du Cambodge et du Bangladesh ont licencié des centaines de milliers d'ouvriers·ères (lire en page 8). Au total, plusieurs millions d'emplois sont menacés dans l'industrie textile en Asie.

---

## « 50 millions de personnes risquent de plonger dans la pauvreté extrême. »

---

Selon les estimations de l'OIT, le coronavirus va détruire plus de 20 millions d'emplois en Afrique et 400 millions de postes à plein temps dans le monde. Les premières concernées seront les femmes, car elles sont surreprésentées dans les secteurs les plus touchés. Plus d'un·e jeune sur six a déjà perdu son emploi.

Perdre sa source de revenus prive d'un jour à l'autre les employé·e·s sans couverture sociale, les marchand·e·s du secteur informel ou les travailleur·euses occasionnel·le·s de leurs moyens de subsistance. Dépourvus d'économies, la plupart n'ont plus de quoi payer la nourriture, le loyer et les médicaments (lire en page 13).

Une crise alimentaire menace dans nombre de pays du Sud. Environ 50 millions de personnes pourraient plonger dans une pauvreté extrême durant la seule année 2020 et le Programme alimentaire mondial de l'ONU prévoit que la

pandémie doublera le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde. Or, au lieu d'annuler la dette des pays les plus pauvres, la Suisse lésine sur l'aide au développement (lire en page 17).

### Solidar relève le défi

Solidar a réagi très vite face à la pandémie. Heureusement, nos collaborateurs·trices, tant sur place qu'à la centrale de Zurich, étaient bien préparé·e·s. Nous avons déjà affronté nombre de crises. Celle du coronavirus est particulière, car elle ne se limite pas à une seule région mais touche le monde entier. La coordination a donc posé un véritable défi. Nous avons toutefois un avantage : comme nous misons toujours sur du personnel local, nos équipes étaient sur place et prêtes à intervenir. Ce numéro de Solidarité présente nos actions les plus marquantes : distribution de matériel de protection dans les camps pour réfugié·e·s, campagnes de prévention, offre de soutien aux femmes victimes de violence, aide alimentaire aux ouvriers·ères licencié·e·s, ... Solidar apporte une aide rapide et sans excès bureaucratiques.

Nos organisations partenaires locales ont aussitôt intégré la protection contre le virus dans les activités en cours. L'orientation professionnelle destinée aux élèves du Kosovo est désormais assurée par chat ou vidéoconférence (lire en page 16). Au Burkina Faso, des stations de radio diffusent des informations en langues locales sur les mesures d'hygiène et de protection (lire en page 10). En Bolivie, le numéro d'une hotline gratuite destinée aux victimes de violence est diffusé par des applications mobiles (lire en page 7). À Sabah, en Malaisie, nous avons immédiatement fourni de la nourriture et du matériel de protection aux ouvriers·ères des plantations qui étaient dans l'impossibilité de s'approvisionner (lire en page 12). Chaque jour, nous soutenons aussi des organisations de la société civile dans la lutte pour les droits et la participation politique. Notre ancrage local et la souplesse de nos partenaires ne sont toutefois pas les seuls facteurs qui nous ont permis d'adapter notre aide à cette nouvelle situation. Nos donateurs·trices en Suisse ont parfaitement compris que le coronavirus nous a contraints à revoir nos projets à long terme et à modifier certaines activités.

La crise du coronavirus est loin d'être finie et ses conséquences sanitaires, psychologiques et économiques se feront sentir longtemps encore. Nous devons poursuivre la lutte pour un monde équitable, sans exploitation, sans oppression et fondé sur une véritable solidarité entre les individus.

# LE CONFINEMENT ACCROÎT LA VIOLENCE

Confinées ou en quarantaine, les femmes ont été davantage exposées à la violence.

Texte : Katja Schurter, rédactrice responsable de Solidarité. Photo : Solidar Suisse

*Maria Elena rappelle l'existence de la hotline qui offre de l'aide aux femmes en détresse au Salvador.*



« Au Salvador, il était interdit de sortir de chez soi. Quiconque contrevenait au couvre-feu, ne serait-ce que pour assurer sa survie économique, se voyait enfermé dans des centres de quarantaine, qui sont en réalité des prisons, explique Yolanda Martinez, responsable du bureau local de Solidar. L'arrêt des transports publics locaux et la militarisation des quartiers ont par ailleurs empêché les femmes victimes de violence de s'enfuir. » Cette situation a été lourde de conséquences.

## Féminicides en hausse

Entre le 17 mars et le 2 juin, 26 femmes ont été tuées au Salvador, soit onze de plus qu'au cours de la même période en 2019. Entre janvier et avril, le nombre de plaintes pour violence sexuelle a cependant diminué de 13%. Mais cette baisse est un leurre: selon les organisations, elle s'expliquerait surtout par le fait que les femmes étaient à la merci de leur agresseur pendant le confinement et qu'il aurait été trop risqué de le dénoncer. Le couvre-feu a aussi entravé tout accès aux moyens de contraception.

En collaboration avec les autorités, les organisations partenaires de Solidar ont lancé une campagne qui a atteint 1,3 million de personnes via les réseaux sociaux, les stations de radio et de télévision. « Grâce à des services WhatsApp créés exprès, le numéro de la hotline a été diffusé dans les régions reculées, de sorte que toutes les femmes ont pu demander de l'aider », raconte Yolanda.

## Campagnes WhatsApp

La même situation règne en Bolivie. « Les femmes ont peur de dénoncer les violences, car elles vivent avec le coupable et sont donc jour et nuit à sa merci, explique Ana Kudelka, responsable du projet *Vida*

*sin violencia* (vivre à l'abri de la violence) de Solidar. Porter plainte accroît le risque de subir des violences, voire d'être assassinée. » Et la fermeture des centres de consultation pour femmes (SLIM) à cause du confinement n'a fait qu'aggraver les choses.

Face à cette situation, Solidar Suisse a lancé une campagne : avec les services de police concernés, une hotline gratuite a été mise en place pour que les femmes en détresse puissent obtenir de l'aide malgré le couvre-feu. La campagne a touché 3 millions de personnes via les réseaux sociaux, la radio, des affiches et des applications mobiles. Désormais rouverts, les centres SLIM distribuent en outre de la nourriture aux familles les plus pauvres, de même que des masques de protection, du désinfectant et des gants. « Il est difficile d'atteindre les femmes dans les villages les plus petits, car nous n'avons pas pu nous déplacer librement pendant le confinement et nous avons peur d'être infectées, raconte Eugenia Choquea, employée d'un centre SLIM. Mais elles nous connaissent et nous appellent sur notre portable. Nous pouvons ainsi leur venir en aide. »



## Votre don compte

Un don de 50 francs permet de financer pendant trois mois la hotline pour les victimes de violence au Salvador. 100 francs permettent de fournir de la nourriture et des articles d'hygiène pour 100 femmes victimes de violence. 250 francs permettent de diffuser le spot de la campagne pendant trois semaines sur la radio régionale de Bolivie.

## « NOUS CAMPONS DEVANT L'USINE »

La crise du coronavirus a provoqué l'effondrement de l'industrie textile. Ce sont les ouvriers·ères qui en paient le prix.

Texte : Bernhard Herold, responsable du programme Asie.  
Photos : Solidar Suisse

Photo de gauche : des ouvrières campent devant l'usine fermée pour obtenir le versement de leur salaire.  
Photo de droite : Sreyleak devant la fabrique.



L'industrie de l'habillement, du textile et de la chaussure est vitale pour le Cambodge et le Bangladesh, où elle représente pas moins de 80 % des recettes d'exportation. Avec la pandémie, la branche a enregistré un recul sans précédent à travers le monde : la baisse des commandes pourrait atteindre 40 % en 2020. Les ouvriers·ères (les femmes sont majoritaires) qui confectionnent nos articles de mode pour des salaires de misère en sont les principales victimes. Rien qu'au Bangladesh, quelque mille usines ont fermé temporairement leurs portes au plus fort de la crise. Un à deux mois de salaire n'ont pas été payés, et il y a eu des dizaines de milliers de licenciements. Sur les quatre millions de personnes employées dans la branche, 500 000 pourraient perdre leur travail d'ici la fin de l'année. Selon l'Association des fabricants et exportateurs de vêtements du Bangladesh (BMEA), l'effondrement des commandes de mars à juin a entraîné des pertes de plus de 3 milliards de francs, la moitié étant imputable à l'Europe.

### Un combat quotidien pour quelques heures de travail

L'exploitation est plus criante que jamais. Fin juin, les machines étaient à l'arrêt dans 400 usines au Cambodge – soit près de la moitié des ateliers du pays – et 150 000 couturiers·ères se sont retrouvés sur le carreau. Condamnés à se battre pour

décrocher un travail payé 8 francs la journée, ils sont à la merci des intermédiaires et n'arrivent souvent à se faire engager qu'un jour par semaine. Beaucoup ne reçoivent pas la compensation promise par le gouvernement.

Sreyleak et Srey Lonh sont dans cette situation : jusqu'au début du mois d'avril, les deux sœurs travaillaient dans une petite usine textile de la capitale Phnom Penh. Avec 340 collègues, elles assemblaient des vêtements pour des marques internationales aussi vendues en Suisse. « Le 4 avril, l'usine a fermé pour un mois, et on nous a promis de nous verser 50 % des salaires impayés. Mais à notre retour, le 4 mai, nous avons trouvé porte close, explique Srey Lonh. La direction nous a dit que nous recevrons notre salaire une semaine plus tard. » L'argent n'a pas été versé et, selon la rumeur, le propriétaire serait en fuite. « Nous campons devant l'usine pour qu'il ne puisse pas sortir en douce le matériel restant. Pour nous, la situation est très difficile : l'usine est fermée et nous n'avons pas de quoi payer le loyer et la nourriture ou régler nos dettes. Nous avons porté l'affaire devant les tribunaux et espérons obtenir gain de cause. »

### Des heures supplémentaires vitales

Les personnes qui occupent les lieux sont soutenues par le syndicat du textile C.CAWDU, une organisation partenaire de Solidar Suisse qui luttait



déjà avant la crise pour améliorer les conditions de travail dans l'usine. En 2018, dix ouvriers·ères avaient voulu fonder leur propre syndicat, mais le propriétaire de l'usine les en a empêché·e-s en les menaçant de licenciement. Il a fallu l'intervention d'un des principaux acheteurs de vêtements pour que l'autorisation soit délivrée plus d'un an plus tard, le 5 mai 2020. L'usine était déjà fermée... « Avant la pandémie, nous gagnions 200 dollars par mois. C'était suffisant pour joindre les

---

**« Nous n'avons pas de quoi payer le loyer et la nourriture ou régler nos dettes. »**

---

deux bouts. Mais dès le début de la crise, l'argent a manqué : les heures supplémentaires étaient interdites, les journées de travail se terminaient à 16 h. Puis on nous a renvoyées chez nous. Les 70 dollars promis par le gouvernement ne couvrent même pas notre loyer », soupire Sreyleak Lonh. Sa sœur aînée, Srey, ajoute : « Nous subissons une pression terrible. Mon mari et moi sommes au chômage à présent. Nous avons trois enfants et nous devons aider nos parents financièrement. Nous

avons déjà des arriérés de loyer, car nous n'avons pas reçu nos salaires.

### **Après le confinement, le coup de grâce ?**

L'industrie textile du Cambodge et les travailleurs·euses de la branche ont déjà encaissé deux coups durs cette année. Il y a d'abord eu le confinement en Chine et dans de nombreux autres pays d'Asie, qui a fortement perturbé les chaînes de valeur en bloquant la livraison des matières premières. Puis l'Europe et les États-Unis se sont isolés à leur tour, ce qui a entraîné l'effondrement des commandes. Le coup de grâce pourrait venir de l'Union européenne : en août, l'UE pourrait mettre fin aux préférences douanières dont bénéficie le Cambodge. Ces avantages, conditionnés au respect de certaines exigences, permettent aux pays pauvres d'exporter vers l'UE sans droits de douane. Au terme d'une longue procédure, l'UE a décidé d'abolir cet accord en raison de violations systématiques des droits politiques par le régime du premier ministre, Hun Sen.

Ployant sous les coups durs, les ouvriers·ères du textile peuvent compter sur Solidar Suisse qui s'engage aux côtés de C.CAWDU pour trouver des solutions à long terme, proposer des formations et négocier des augmentations du salaire minimum. Une mobilisation qui vise à éviter que Sreyleak, Srey Lonh et leurs collègues ne doivent camper devant les usines pour toucher le salaire qui leur est dû.

## « POUR NOUS, LA QUARANTAINE A ÉTÉ UNE CATASTROPHE »

Au Burkina Faso, le confinement pèse de tout son poids sur les plus pauvres et menace leurs moyens de subsistance.

Texte : Katja Schurter, rédactrice responsable de Solidarité. Photo : Solidar Suisse

Pour Christine Botongo, le confinement a eu des conséquences dramatiques en empêchant la vente de ses produits : « Les mesures prises par le gouvernement pour nous protéger de la Covid-19 nous ont fait perdre la moitié au moins de nos revenus. » À la suite de la mise en quarantaine de la capitale, décrétée par les autorités, elle n'a plus pu y écouler ses légumes en mars et en avril, en pleine saison des récoltes. « La quarantaine a été une catastrophe pour nous », déclare la cultivatrice, qui vient de Loumbila, à 25 kilomètres de là. Un désastre pour elle, mais aussi pour les personnes qui avaient besoin de vivres. « Certaines ont même été blessées en essayant de franchir les barrages routiers pour venir se ravitailler. » Au Burkina Faso, le petit commerce assure l'approvisionnement de base de la majeure partie de la population. « Plutôt mourir du coronavirus que de la faim », entend-on régulièrement.

### Peur et méfiance

La communication sur le coronavirus a attisé l'inquiétude. « J'avais peur. Les médias parlaient d'un virus très contagieux et mortel, surtout présent dans les pays qui nous aident financièrement, explique Christine Botongo. Dans ma famille, la méfiance s'est installée. Nous scrutons les comportements avec anxiété : qui était où ? qui faisait quoi ? » Les informations de l'association

Manegdbzanga, une organisation partenaire de Solidar, et la distribution de matériel de protection l'ont quelque peu rassurée : « Les images et les messages clairs rédigés dans ma langue sur les affiches m'ont montré comment me protéger ; la distribution de savons et de désinfectant, de même que les dispositifs pour le lavage des mains, ont également été très utiles. »

### Plus d'accès aux soins

Comme en Suisse, le coronavirus a rendu les soins plus difficiles, ce qui a eu de lourdes conséquences : « Les gens évitent de se rendre dans les centres de santé par crainte d'une contamination, de sorte que les personnes qui présentent des symptômes de coronavirus, mais aussi de maladies potentiellement mortelles, comme la malaria, ne peuvent pas être traitées, explique Dieudonné Zaongo, coordinateur pays de Solidar. Nous mettons tout en œuvre pour montrer à la population comment se protéger. » Fin juin, pratiquement toutes les mesures décrétées par les autorités ont été levées, sauf le port obligatoire du masque, qui n'est cependant guère respecté. « Si les cas repartent à la hausse avec cet assouplissement, le gouvernement aura beaucoup de mal à imposer une nouvelle fermeture des marchés et des mosquées », estime Dieudonné Zaongo. En juin, des gens sont déjà descendus dans la rue pour

réclamer leur réouverture. « L'affaiblissement des structures économiques pourrait précipiter les populations pauvres dans une crise alimentaire et menacer l'approvisionnement en eau, la santé et l'éducation. »

Pour Christine Botongo, la crise a toutefois aussi eu un aspect positif : « Nous avons pris l'habitude des gestes barrière, comme le lavage systématique des mains, ce qui peut être utile pour prévenir d'autres maladies. »

*Dispositifs pour le lavage des mains, affiches dans les langues locales : Solidar aide la population à se protéger du coronavirus.*





## DU PAPIER DE TOILETTE, SINON IL VA Y AVOIR DU GRABUGE !

Coordinateur du programme Asie de Solidar Suisse, Sanjiv Pandita raconte comment il a vécu la crise du coronavirus à Hong Kong.

*Texte : Sanjiv Pandita. Photo : Solidar Suisse*

Le coronavirus a atteint Hong Kong plus tôt que la plupart des autres pays en raison de sa proximité avec la Chine continentale. Mais le pays était aussi mieux préparé, ou plutôt, les habitant·e·s de Hong Kong avaient encore une peur bleue d'une épidémie puisque bon nombre avaient déjà été confrontés au SRAS en 2003. Lorsqu'à la fin du mois de janvier ma famille et moi sommes revenus de nos vacances de Noël en Inde – où nous avons entendu parler de l'apparition de la pandémie à Wuhan sans pouvoir encore imaginer ses conséquences dramatiques –, la panique s'emparait de Hong Kong.

### Les masques, le bien le plus précieux

Tout le monde portait des masques, mais nous n'en avons pas, ce qui nous a valu de nombreux regards malveillants. Quelques mois auparavant, le gouvernement les avait interdits pour museler le mouvement de protestation à Hong Kong. Et voilà qu'il demandait aux gens d'en porter. Or il n'y en avait pas, et si on en trouvait quand même, leur prix était exorbitant.

---

« Les masques étaient devenus une condition préalable à l'intégration. »

---

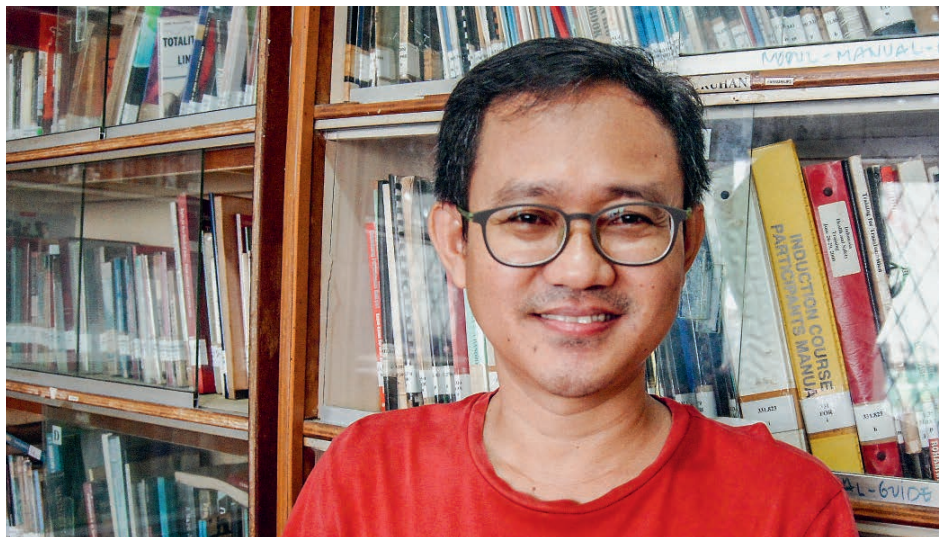
Les masques sont devenus le bien le plus précieux, comme ce sera bientôt le cas dans le monde entier. À proximité de mon domicile, une file de personnes s'étirait sur près d'un kilomètre : on vendait des masques, m'a-t-on appris. J'ai donc décidé de faire la

queue. Après des heures d'attente, alors que j'étais déjà à portée de vue du magasin, quelqu'un a placé le panneau « Tous les masques vendus ». C'était déprimant. J'étais tellement près d'en obtenir ! J'aurais pu en pleurer. Après d'autres tentatives infructueuses, nous sommes finalement devenus les fiers propriétaires de masques et d'un flacon de désinfectant. C'était une vraie prouesse car, d'une certaine manière, les masques étaient devenus non seulement un moyen de protection contre le virus, mais aussi une condition préalable à l'intégration sociale.

### Le crime organisé découvre un nouveau marché

Enfin équipés de masques, nous avons voulu nous rendre dans un supermarché pour faire les achats les plus urgents. C'est alors que nous avons constaté que les rayons étaient quasiment vides. Pillés, avec une mention particulière pour le papier de toilette et le riz – une conjonction intéressante, comme si on avait voulu faire main basse sur l'essentiel. Les nouvelles du soir racontaient comment la police avait déjoué une tentative de vol de papier de toilette par le crime organisé. J'ai cru avoir mal entendu. « Il doit s'agir de diamants ou d'or », a pensé mon épouse Renu. Il faut dire que Hong Kong est le théâtre de vols assez audacieux, comme dans les films hollywoodiens. Mais il s'agissait bel et bien d'un vol de papier de toilette ! Le crime organisé de Hong Kong avait compris qu'il était devenu très lucratif. Et je me suis amusé à imaginer les implications pour un mariage : lors de la demande, au lieu d'une bague en diamant, on offrirait un mois de papier de toilette.

Mais cela ne nous concernait en fait pas beaucoup : nous avons un bidet, nous ne sommes donc pas tributaires du papier de toilette.



## ISOLÉS ET DÉPORTÉS

Nous avons demandé à Fahmi Panimbang, coordinateur du projet de Solidar sur l'huile de palme, quelles étaient les conséquences de la crise du coronavirus pour les travailleurs-euses des plantations d'huile de palme en Malaisie.

*Interview: Katja Schurter, rédactrice responsable de Solidarité. Photo: Solidar Suisse*

*Les conditions de travail dans les plantations de Sabah étaient déjà précaires avant l'apparition du coronavirus. Quelle est la situation maintenant ?*

Les 90% des migrant-e-s économiques sans permis de séjour (la plupart en provenance d'Indonésie) pouvaient déjà difficilement quitter les plantations avant la crise du coronavirus, de peur d'être arrêté-e-s et expulsé-e-s. Mais les contrôles de police ont été plus fréquents suite au confinement lié à la crise du coronavirus. Même les commerçants livrant de la nourriture et d'autres produits de base aux travailleurs-euses ne pouvaient plus entrer dans les plantations, ce qui a rendu l'approvisionnement très difficile. Comme la production d'huile de palme a été partiellement stoppée, les migrant-e-s n'ont pas pu travailler plus de deux semaines durant, sans compensation aucune. Leurs maigres salaires ont été divisés par deux.

*Comment sont-ils parvenus à se nourrir et à nourrir leurs familles ?*

Uniquement grâce au soutien d'Asia Monitor Resource Center (AMRC), le partenaire de Solidar. Il a distribué de la nourriture et du matériel de protection du 10 avril au 5 mai. Certains travailleurs-euses pleuraient parce qu'ils pensaient que leurs familles allaient mourir de faim. Puis, enfin, de l'aide leur est parvenue.

*Les employeurs ne doivent-ils pas payer les travailleurs-euses s'ils ferment les plantations ?*

Oui, en théorie. Le gouvernement a ordonné que les travailleurs-euses reçoivent toutes les prestations auxquelles ils ont droit. Certain-e-s ont déposé plainte auprès du Ministère du travail parce que rien ne leur était versé. Mais on n'a même pas daigné leur répondre. Sans permis de séjour, ces migrant-e-s n'ont aucun moyen de pression. Et la loi sur le travail interdit aux personnes sans papiers d'adhérer à un syndicat.

*À la mi-mai, la plupart des plantations ont repris leur production et le travail est de plus en plus*

*normal. La main-d'œuvre est-elle protégée contre une infection par le coronavirus ?*

Non, le personnel ne reçoit aucun matériel de protection, sauf d'AMRC. Après tout, ces personnes n'ont jamais été protégées contre les pesticides auparavant. Un masque était et reste un luxe.

*Les travailleurs-euses sans papiers sont expédié-e-s dans des centres d'expulsion et renvoyé-e-s en Indonésie. Qu'est-il arrivé aux personnes détenues lors du confinement ?*

Dès la mi-mars, le gouvernement indonésien a refusé de les réadmettre. Les personnes détenues – dont des enfants – sont donc restées dans les camps dans des conditions abominables : sans accès à l'eau potable, souvent nourris de riz et de légumes avariés uniquement ; beaucoup ont souffert de diarrhées et de maladies de la peau. Certain-e-s ont été torturé-e-s, et il y a eu des décès dus à des maladies. Il est illégal de détenir aussi longtemps des gens dans ces conditions.

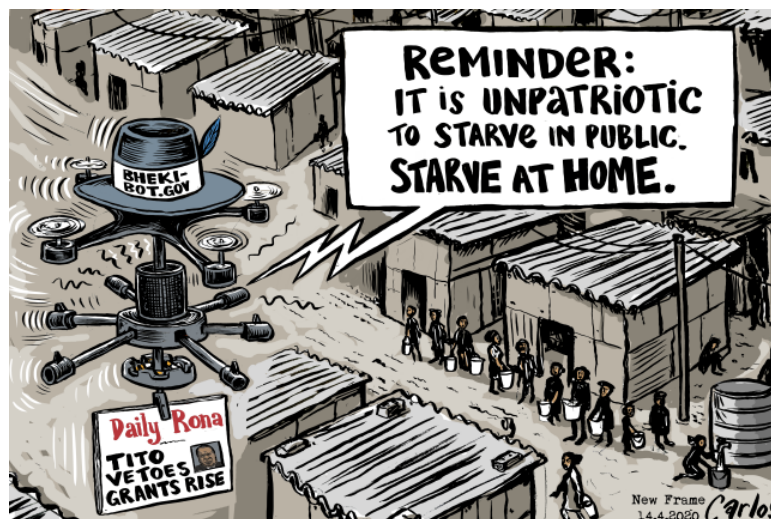
*Qu'a fait AMRC pour soutenir ces personnes ?*

Nous avons demandé au consulat indonésien de Sabah de réadmettre leurs citoyen-nes. Nous avons également informé le gouvernement local des violations des droits humains dans les camps et exigé l'accès aux prisonniers-ères. Mais les visites ont été interdites sous prétexte de mesures de protection contre le coronavirus. AMRC et d'autres organisations ont envoyé une commission d'enquête en Indonésie pour s'entretenir avec les prisonniers-ères de retour chez eux. Depuis le début du mois de juin, les personnes internées peuvent au moins retourner en Indonésie.

## PAS DE TRAVAIL, PAS DE SALAIRE

Les personnes précaires sont particulièrement touchées par le confinement lié au coronavirus. Solidar les soutient dans leur lutte pour la survie.

Texte : Joachim Merz. Dessin humoristique : Carlos Amato, Johannesburg



«Il n'est pas patriotique de mourir de faim en public. Mourez de faim chez vous.»

La pandémie de coronavirus a clairement montré la situation généralisée, et volontiers oubliée, des travailleurs-euses de l'hémisphère sud : pas de travail, pas de salaire. Telle est l'amère réalité dans nos pays d'intervention prioritaire comme la Bolivie et l'Afrique du Sud. En Asie, en Afrique et en Amérique latine, les systèmes de sécurité sociale ne sont une réalité que pour les 20% de travailleurs-euses bénéficiant d'un contrat de travail régulier.

### Le confinement: une menace existentielle

Pour les nombreuses personnes qui, partout dans le monde, travaillent et vivent dans des conditions précaires, le confinement imposé par le coronavirus a immédiatement constitué une menace pour leur existence. En Bolivie, par exemple : «Avec la Covid-19, tout s'est arrêté et j'ai dû fermer mon petit commerce de produits à emporter», explique la jeune entrepreneuse Yovana Mayta de Viacha, près de la capitale La Paz. Solidar Suisse lui a octroyé un financement de démarrage et lui a prodigué des conseils au moment du lancement de sa «jeune pousse». Le strict embargo bolivien a également été un désastre pour de nombreux marchand-e-s ambulants. Ces personnes ne pouvaient plus vendre leurs marchandises, leurs revenus ont chuté et ils ont dû s'endetter pour acheter de la nourriture et payer leurs loyers. Nombre d'employé-e-s de maison ont également perdu leur emploi. Et Leida Alonzo, du syndicat bolivien des travailleurs domestiques Fenatrahob, d'expliquer : «Comme les transports publics étaient à

l'arrêt, beaucoup ne pouvaient pas se rendre sur leur lieu de travail éloigné. Ils n'étaient plus payés, ont dû prendre des congés forcés ou ont été simplement licenciés, même si c'était contraire à la loi.»

Les coupeurs-euses de canne à sucre ont également été durement touché-e-s. Travailleurs saisonniers, ils doivent gagner l'entier de leurs revenus entre avril et novembre. À cause de la Covid-19, ils n'ont pas pu travailler pendant 60 jours et la production n'était toujours pas à pleine capacité à la fin du mois de juin. «Nous n'avons reçu aucun salaire et ne pouvions pas acheter de nourriture pour nos familles. Pendant le confinement, il était également impossible de nous réunir et de négocier de l'aide avec les institutions», explique Fausbert Soraide, du syndicat.

Solidar Suisse aidera de jeunes entrepreneurs-euses comme Yovana Mayta par une autre injection financière afin de garantir la survie de leurs entreprises bien établies. Nous soutenons également les spots radio des syndicats des employé-e-s domestiques et des coupeurs-euses de canne à sucre. Ces spots informent les membres de ces syndicats sur la manière de se prémunir du coronavirus et de se protéger des licenciements abusifs, et sur les aides d'État auxquelles ils ont droit.

### Démantèlement des droits du travail

La situation en Afrique du Sud est un peu différente : pendant le confinement, les six lignes téléphoniques de Casual Workers Advice Office (CWAO) à Johannesburg, l'organisation partenaire de Solidar,

recevaient une centaine d'appels par jour. Les gens demandaient des informations sur les licenciements, les suppressions d'emplois et l'assurance chômage. Le directeur, Ighsaan Schroeder, résume la situation : « Sous prétexte de confinement, beaucoup ont été licenciés, en particulier les soi-disant « fauteurs-euses de troubles » qui avaient défendu les travailleurs-euses. D'autres ont vu leurs heures de travail – et donc leurs salaires – radicalement réduites. Les personnes qui ont pu continuer à travailler ont dû le faire sans aucune mesure de protection. Les employeurs ont profité de la pandémie pour changer radicalement les relations de travail : davantage de travail en équipe, réduction du personnel ou encore licenciements et remplacement simultané par des apprenti·e·s ou des travailleurs-euses sur appel.

Le CWAO défend les droits fondamentaux des travailleurs-euses. Il organise des groupes WhatsApp dans les entreprises et sur Facebook. Les militant·e·s distribuent des tracts et des désinfectants dans les townships. « Sans le CWAO, nous n'aurions pas su que faire lors du confinement », lance Ntombifuthi Mafimini, employée de la société de cosmétiques Avon.

« Le CWAO distribue des désinfectants et des brochures informatives sur la réglementation en matière de pandémie et l'assurance-chômage – et nous pouvons contacter son service d'assistance téléphonique. » Sa collègue, Nkosingiphile Mnguni, lutte également au quotidien pour survivre : « Nous avons vraiment dû nous démener pendant le confinement. Parfois, je devais demander de la nourriture à mes voisins pour que mes enfants aient au moins un peu à manger. »

### Un combat qui paie

Mais des succès sont également à signaler : fin mai 2020, dans le cadre d'un procès, le CWAO a obtenu le versement de l'assurance-chômage pendant la pandémie à tous les employé·e·s, qu'ils soient ou non au bénéfice d'un contrat régulier. Dans un pays comme l'Afrique du Sud, où une personne sur six travaille dans le secteur informel, où les droits du travail sont impitoyablement bafoués sur fond de crise et où beaucoup se retrouvent au chômage, c'est une victoire cruciale.



## UNE COMBATTANTE TENACE

En mars, nous avons dû dire adieu à la militante des droits humains Marie-Claude Hessler. Hommage.

*Texte : Simone Wasmann, responsable de la campagne sur le travail décent en Asie. Photo : Susanne Hefti*

Marie-Claude Hessler est décédée le 18 mars à l'âge de 78 ans. Avec elle, nous perdons une compagne de lutte qui s'est battue pendant plus de vingt ans pour des conditions de travail équitables dans les usines chinoises de jouets et qui a dénoncé l'hypocrisie des multinationales. Elle s'est lancée à corps perdu dans de nombreuses organisations en Suisse et en France – et a également été une activiste peu conventionnelle. Comme petite actionnaire du géant du jouet

Mattel, elle a, année après année, fait savoir la désagréable vérité sur les abominables conditions de travail dans les usines chinoises de jouets aux actionnaires réunis pour les assemblées générales annuelles à Los Angeles.

Depuis 2015, elle a accompagné la campagne Fair Toys de Solidar Suisse et sa ténacité a été un bel exemple pour nous. Marie-Claude Hessler était une femme forte, dotée d'une persévérance hors-norme et d'un

sens aigu de la justice dans le monde. Elle a mis ses compétences juridiques, ses ressources financières et sa ténacité au service d'une grande cause : le respect des droits humains et du travail partout sur la planète. Et elle était une amie dont les conseils, la générosité et la combativité vont nous manquer.

Marie-Claude, nous allons poursuivre ton combat pour la justice sociale – et le gagner.



Photo: moment saisi de « Multinationales: l'enquête »

## VOTATION SUR L'INITIATIVE POUR DES MULTINATIONALES RESPONSABLES

L'initiative pour des multinationales responsables sera soumise au vote le 29 novembre. Son objectif est d'amener les multinationales suisses qui empoisonnent l'air ou expulsent les gens de leurs terres à répondre de leurs actes. Dernier exemple en date: à proximité du village d'Ewekoro, au Nigéria, le géant suisse du ciment LafargeHolcim exploite une usine qui pollue gravement l'environnement. Les conséquences sont dévastatrices: la poussière attaque les poumons et les voies respiratoires de la population, qui voit son espérance de vie diminuer. Commandez un triangle de vélo ou un drapeau pour rendre votre soutien à l'initiative visible: [www.initiative-multinationales.ch/materiel-de-campagne](http://www.initiative-multinationales.ch/materiel-de-campagne)

## LE SECTEUR PRIVÉ À LA RESCOURSE ?

L'implication des entreprises dans la coopération au développement est une tendance actuelle, mais controversée. L'Agenda 2030 de l'ONU spécifie une telle implication et le Conseil fédéral a donné un mandat dans ce sens à la Direction du développement et de la coopération. Un projet réussi de Solidar au Nicaragua montre que c'est bel et bien possible. Dans quelles conditions le secteur privé peut-il promouvoir le développement durable? Quels sont les risques? Ces questions seront débattues sous la houlette de Andrea Kucera, NZZ am Sonntag par Thomas Gass, chef de la coopération Sud, DDC, Kristina Lanz, Alliance Sud, et Felix Gnehm, directeur de Solidar Suisse. **1<sup>er</sup> octobre 2020, Volkshaus de Zurich, 18 heures.**



Photo: Solidar Suisse



Photos: Solidar Suisse

## DES CHANGEMENTS À LA DIRECTION DE SOLIDAR

Barbara Burri et Marco Eichenberger, deux membres de la direction, quittent Solidar Suisse, tandis qu'Eva Geel remet la conduite de la communication et réduit sa charge de travail. Nous tenons à les remercier chaleureusement tous les trois pour leur engagement enthousiaste et énergique! Et nous sommes heureux d'accueillir trois nouveaux membres au sein de la direction: le 1<sup>er</sup> juillet, Benjamin Gross a pris la tête du marketing et de la communication et Klaus Thieme, l'ancien responsable de la coopération au développement, a repris les programmes. Paulien van der Lugt entrera en fonction le 1<sup>er</sup> octobre comme cheffe de la qualité et des résultats. Avec Bea Herter (responsable des finances) et Felix Gnehm (directeur), l'équipe de direction est à nouveau au complet.



## FAIRE PREUVE DE CRÉATIVITÉ POUR TRAVERSER LA CRISE

Mirjeta Nagavci aide les élèves du Kosovo dans leur choix professionnel. Elle a su s'adapter au contexte du coronavirus.

*Texte : Cyrill Rogger, chef du programme Europe du Sud-Est. Photo : Solidar Suisse*

Le 18 mai 2020, Mirjeta Nagavci est assise dans son appartement à Pristina, la capitale du Kosovo. De plus en plus de visages apparaissent sur l'écran de son ordinateur. Ce sont des élèves de 9<sup>e</sup> année de trois écoles de Peja, à 80 kilomètres de Pristina. Mirjeta Nagavci souhaite la bienvenue aux élèves, tenu·e·s à distance en raison de la crise, et leur présente Edona Hyla, l'intervenante de la vidéoconférence d'aujourd'hui. Cette dernière raconte son parcours professionnel et explique comment elle a poursuivi son objectif de carrière contre vents et marées. Elle est ingénieure en mécanique et prodigue ses conseils à de grands projets d'infrastructure qu'elle dirige au Kosovo.

### De multiples possibilités de carrière

« Pour leur choix professionnel, nous voulons présenter aux étudiant·e·s également des carrières atypiques » lance Mirjeta Nagavci. « Les femmes dans les professions dites masculines, les carrières peu linéaires et celles basées sur une solide formation professionnelle et une expérience pratique. » Cette jeune femme de 24 ans travaille pour la fondation Kosovo Career Development qui, en collaboration avec Solidar Suisse, aide des élèves de 9<sup>e</sup> année à passer à l'école professionnelle ou au lycée. Après que Solidar a encouragé une orientation professionnelle à large échelle, ces trois dernières années, dans les 28 écoles de l'enseignement primaire de Peja,

l'accent est mis en 2020 sur l'échange d'élèves de 9<sup>e</sup> année avec des représentant·e·s du monde du travail et sur le lancement de la plateforme électronique Busulla (boussole). Mirjeta Nagavci était encore étudiante en psychologie lorsqu'elle a contribué à son développement. Cette nouvelle plateforme propose aux élèves des tests d'aptitudes, ainsi que diverses informations sur les profils professionnels et les formations. Elle est soutenue par le Ministère national de l'éducation. Solidar veut aussi rendre l'histoire d'Edona Hyla accessible sur les médias sociaux.

De telles mesures sont impératives. Il y a quelques années, les étudiant·e·s du Kosovo étaient encore peu aidé·e·s dans le choix de leur carrière. L'engagement d'organisations internationales et d'ONG comme Solidar a tout changé. Mais il reste beaucoup à faire. Il faut dire que les perspectives d'emploi sont loin d'être prometteuses au Kosovo : la moitié des jeunes n'ont pas de travail. Il importe donc d'autant plus qu'ils sachent ce qu'ils veulent. Ce n'est qu'alors qu'ils pourront reconnaître les opportunités qui se présentent et en tirer profit. C'est exactement ce que Mirjeta Nagavci a vécu dans son parcours professionnel.

### Une bonne préparation est essentielle

« Je savais depuis longtemps que je voulais partir à l'étranger pour mon master, mais j'ai longtemps laissé traîner les choses, confesse Nagavci, puis on

*Mirjeta Nagavci conseille les étudiants dans le choix de leur carrière.*

m'a offert une superbe opportunité de bourse. J'ai retroussé mes manches et je me suis préparée pour le test et l'entretien de présentation.» Elle a décroché la bourse et s'est rendue aux Pays-Bas, où elle a étudié un an à l'Université d'Utrecht. «La première chose que j'ai remarquée, c'est que mes camarades de classe avaient tous un agenda dans lequel ils inscrivaient non seulement leurs cours à l'université, mais aussi leurs loisirs. Oui, ils l'utilisaient même pour planifier leurs courses!» L'étonnement initial transparait dans sa voix. Pourtant, elle a immédiatement acheté un agenda. «Je pense que c'est la chose la plus importante que j'ai ramenée de mon année de master, outre les nombreuses nouvelles amitiés et les connaissances acquises lors des séminaires et des conférences.» Pas l'agenda en tant que tel, mais le fait qu'elle soit plus structurée aujourd'hui. «Et je suis devenue plus directe. Un trait de caractère néerlandais positif», rit-elle.

Une bonne planification a été également nécessaire lorsque, dans le sillage de la crise du coronavirus, toutes les activités avec les étudiant·e·s de Peja ont dû être transférées sur Internet. Grâce à son enthousiasme et à une organisation sans faille, Mirjeta Nagavci a rapidement mobilisé les professeur·e·s et les élèves et les a mis en lien via leurs écrans

### Échanges en ligne réussis

Dans l'intervalle, les étudiant·e·s sont toujours assis·e·s à l'écran et écoutent Edona Hyla. Au cours des vingt dernières minutes, elle a décrit de manière très vivante et concrète sa carrière professionnelle. Mirjeta Nagavci la remercie et ouvre la séance des questions et réponses. Des visages sans expression et gênés la regardent depuis l'écran. Puis finalement quelqu'un se lance : une jeune femme aimerait savoir quelles autres aspirations professionnelles Edona Hyla avait à 15 ans. D'autres questions fusent, la glace est brisée, la discussion s'anime. À la fin, Ezra, une étudiante, demande si ces vidéoconférences se poursuivront et quand aura lieu l'échange avec les étudiants en formation professionnelle. Oui, ces séances continueront. Elles ont fait leurs preuves : les vidéos publiées sur Facebook ont reçu plus de 20 000 «like». C'est une Mirjeta Nagavci soulagée et satisfaite qui clôt la conférence d'un clic. Elle est impatiente de savoir quelles formations ces jeunes gens vont commencer dans quelques mois.

**Carlo Sommaruga**  
Président de Solidar Suisse



### Le coronavirus réveille la politique

La pandémie de coronavirus est bien plus qu'une crise sanitaire : elle frappe les sociétés et leurs économies en leur cœur. Bien que son impact varie d'un pays à l'autre, elle va augmenter la pauvreté et les inégalités dans le monde. Par exemple, la pandémie menace de plonger 50 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté puisque leurs moyens de subsistance sont menacés.

Comme Solidar Suisse s'engage à aider les personnes en situation de précarité, nous sommes directement confrontés aux conséquences de cette crise. Nous recevons des appels désespérés de la part des régions où se situent nos projets. D'innombrables employé·e·s et travailleurs·euses pauvres ont perdu leurs revenus, de l'Afrique du Sud à la Malaisie, en passant par le Bangladesh. Les salaires sont si bas qu'ils n'ont pas d'économies et beaucoup sont touchés par la faim. Ce tableau sombre est complété par des systèmes de santé catastrophiques et le manque d'accès à une éducation inclusive et de qualité. La pauvreté d'après-crise pousse certains enfants sur le marché du travail ou vers la migration, réduisant leurs chances pour l'avenir.

Ces personnes ont besoin d'un travail décent avec des salaires convenables et des systèmes de protection sociale fonctionnels. C'est également ce que veut la Suisse : l'un des objectifs de sa future stratégie de coopération internationale est la création d'emplois décents. Nous nous en félicitons vivement, mais cela ne sera possible qu'avec les ressources financières nécessaires. Le maigre 0,46% du revenu national brut que la Suisse y consacre est loin d'être suffisant. La Suisse s'est engagée à atteindre 0,7%, mais trop de personnes dans les milieux politiques et économiques n'ont pas encore entendu le signal d'alarme. Nous poursuivons notre lutte !

4		1	3	2				
	8		9					
		6				9		4
			7				9	8
	2						5	
5	6				4			
8		3				6		
					8		1	
				1	3	8		2

## LE SUDOKU DE SOLIDAR

Compléter les cases vides avec les chiffres 1 à 9. Chaque chiffre ne peut figurer qu'une seule fois sur chaque ligne, dans chaque colonne et dans chacun des carrés de 3 × 3 cases.

La solution se trouve dans les cases grises lues horizontalement, selon la clé suivante :

1=R, 2=V, 3=U, 4=N, 5=O, 6=S, 7=I, 8=C, 9=A

Envoyez la solution à Solidar Suisse sur une carte postale ou par courrier à contact@solidar.ch, objet « sudoku ».

**1<sup>er</sup> prix** Un sac à dos du projet LanzArte

**2<sup>e</sup> prix** Un masque de protection cousu du Mozambique

**3<sup>e</sup> prix** Un marque-page en argent de Bolivie

**La date limite d'envoi est le 18 septembre 2020.** Le nom des gagnant-e-s sera publié dans le Solidarité 4/2020. Aucune correspondance ne sera échangée concernant ce concours. Tout recours juridique est exclu. Les collaborateurs et collaboratrices de Solidar Suisse ne peuvent pas participer au concours.

La solution du concours paru dans Solidarité 2/2020 était « Solidarité ». Marie-Louise Lovis de Delémont a gagné un sac à dos du projet LanzArte, Arne Engeli de Rorschach un t-shirt du projet Vida sin Violencia et Marco Tognola d'Ascona des manges du Burkina Faso. Nous remercions toutes celles et tous ceux qui ont participé au concours.

**Solution:**

--	--	--	--	--	--	--	--	--



### « Il faut redoubler d'effort pour que les droits des enfants soient mieux respectés »

11.6.2020, LeFaso

Le 12 juin de chaque année, est célébrée la journée mondiale contre le travail des enfants. L'Organisation Internationale du Travail (OIT) a institué cette journée depuis 2002 pour appeler à davantage d'action contre le travail des enfants afin de parvenir à son éradication. Elle définit le travail des enfants comme « l'ensemble des activités qui privent les enfants de leur enfance, de leur potentiel et de leur dignité, et nuisent à leur scolarité, santé, développement physique et mental ». Cette réalité est bien présente au Burkina Faso. De nombreux enfants burkinabè sont privés de leurs droits élémentaires et sont économiquement actifs. Dieudonné Zaongo, Représentant Pays de Solidar Suisse au Burkina Faso, nous parle de ce phénomène ainsi que combat de l'organisation pour l'élimination des pires formes de travail des enfants.

LA LIBERTÉ

### De bonnes notes pour la Chaîne du bonheur après le séisme de 2015

23.4.2020, La liberté

Cinq ans après le tremblement de terre du 25 avril 2015, qui avait fait plus de 9000 morts, une analyse d'impact a été confiée en février dernier à la société Scott Wilson Nepal. Elle confirme que l'aide apportée a répondu aux besoins des sinistrés et qu'elle s'est traduite par une amélioration pérenne de leurs conditions de vie. L'évaluation s'est concentrée sur deux communes du district de Sindhupalchok (environ 70'000 habitants), au nord de Katmandou, dans lesquelles sont intervenues trois organisations partenaires de la Chaîne du Bonheur (Helvetas, Solidar Suisse et Caritas Suisse). Parmi les bénéficiaires, 76% se sont déclarés satisfaits de la rénovation de leur habitation et de leurs installations sanitaires et 97% se réjouissent que leur maison réponde aux normes parasismiques. Les élèves sont eux presque unanimes (99%) à se réjouir de leur nouvel établissement scolaire.



### Nestlé : une association dénonce du travail forcé

20 minutes, 22.4.2020

En vue de la prochaine assemblée générale de Nestlé, qui doit se tenir ce jeudi sous forme virtuelle, coronavirus oblige, l'association Actares invite le géant de Vevey à renforcer ses efforts en vue d'assurer des conditions de travail équitables sur ses plantations de palmier à huile. Se basant sur un rapport de l'ONG Solidar Suisse, Actares dénonce notamment le recours au travail des enfants et au travail forcé à grande échelle pratiqué par des sous-traitants de Nestlé dans des plantations de palmiers à huile en Malaisie. « Nestlé a certes publié une liste de ses sous-traitants, mais a également mis en place un système par le biais duquel le groupe délègue à ces derniers la responsabilité de la mise en oeuvre de ses recommandations en faveur des droits humains et des travailleurs, ainsi que dans le domaine environnemental », signale Actares.

## S'ENGAGER

Luttez à nos côtés pour un monde équitable. Les possibilités d'agir sont multiples, quelle que soit l'échelle – voici quelques propositions concrètes.

## SONDAGE



### Une activité professionnelle qui fait sens

Dans le dernier numéro de Solidarité, nous avons voulu savoir à quel point l'activité professionnelle devait avoir un sens. 75% des participant-e-s considèrent qu'elle est importante ou très importante. Un cinquième n'y attache pas du tout d'importance. Pour 17%, les collègues constituent l'élément essentiel et pour 13%, c'est le salaire qui prime. Notre nouvelle question est la suivante: «Avez-vous modifié votre comportement de consommation en raison du coronavirus?»



**Participez sur :**

[www.solidar.ch/notre-sondage](http://www.solidar.ch/notre-sondage)

## PARTICIPER



### Signez la pétition à LafargeHolcim

Au Nigéria, la cimenterie du groupe suisse LafargeHolcim provoque de graves problèmes respiratoires chez les habitant-e-s du village d'Ewekoro. La poussière de ciment cause des dommages au foie, aux poumons et à la rate, ainsi que de graves problèmes oculaires. Malgré les protestations, la situation ne s'est pas améliorée. Signez la pétition adressée à LafargeHolcim afin que la multinationale cesse d'empoisonner la population du Nigéria.



Signez sur : [www.initiative-multinationales.ch/signer-la-petition](http://www.initiative-multinationales.ch/signer-la-petition)

## FAIRE UN DON



### Solidarité avec les plus démunis

Près de la moitié de la population mondiale vit en dessous du seuil de pauvreté. L'exploitation et le travail forcé sont très répandus en Asie du Sud-Est. En Bolivie, 80% de la population travaille sans contrat ni sécurité sociale. Au Kosovo, près de la moitié des jeunes adultes sont au chômage. Aujourd'hui, la crise du coronavirus menace de plonger des millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté. Luttez avec nous pour leur venir en aide!



Merci pour votre don : [www.solidar.ch/corona](http://www.solidar.ch/corona)

**ENSEMBLE**

## IMPRESSUM

**Éditeur** Solidar Suisse, Quellenstrasse 31, case postale 2228, 8031 Zurich, tél. 021 601 21 61 email : [contact@solidar.ch](mailto:contact@solidar.ch), [www.solidar.ch](http://www.solidar.ch)  
CP 10-14739-9 Lausanne  
Membre du réseau européen Solidar  
**Rédaction** Katja Schurter (rédactrice responsable), Christian von Allmen, Lionel Frei, Eva Geel, Cyrill Rogger  
**Layout** artischock.net

**Traduction** Milena Hrdina, Katja Schurter, Jean-François Zurbriggen  
**Correction** Jeannine Horni, Catherine Vallat  
**Impression et expédition** Unionsdruckerei/subito AG, Walther-Bringolf-Platz 8, 8201 Schaffhouse  
Paraît quatre fois par an. Tirage : 37 000 ex. Le prix de l'abonnement est compris dans la cotisation (membres individuels 70.– par an

minimum, organisations 250.– minimum).  
Imprimé sur papier recyclé et respectueux de l'environnement.

**Photo de couverture** Farsana Akhter, ouvrière au Bangladesh, n'a reçu que 60% de son salaire pendant le confinement. Photo: Taslima Akhter.

**Dernière page** L'équipe de Solidar avec les drapeaux de l'initiative pour des multinationales responsables. Photo: Iwan Schauwecker.

**QUI A LE PLUS BEAU  
DRAPEAU DU PAYS?**



## **ENVOYEZ-NOUS LES MEILLEURES PHOTOS DES DRAPEAUX DE L'INITIATIVE POUR DES MULTINA- TIONALES RESPONSABLES**

Pour l'heure, les violations des droits humains et les dommages environnementaux causés par les multinationales suisses à l'étranger ne peuvent pas être poursuivis en justice dans notre pays. L'initiative pour des multinationales responsables veut y remédier – et peut compter sur un large soutien de la population. Peut-être avez-vous déjà suspendu un drapeau en faveur de l'initiative? Peut-être êtes-vous sur les routes cet été et apercevez-vous des drapeaux particulièrement bien placés? Envoyez-nous alors vos meilleures photos des drapeaux en spécifiant l'endroit où vous les avez prises. Nous serons heureux de les partager via les médias sociaux – pour que nous gagnions en votation le 29 novembre!

Envoyez les photos à :  
**[konzernverantwortung@solidar.ch](mailto:konzernverantwortung@solidar.ch)**

**Merci pour votre engagement!**